

Histoire de la pensée économique 2018



☰ Chapitre d'ouvrage

Chapitre 3. Adam Smith : économie de marché et profit

Par [Ghislain Deleplace](#)

Pages 43 à 67

Objectifs

- Objectifs du chapitre :

Article Auteur(s) Illustrations Sur un sujet proche Feuilleter



- Identifier les limites du traitement qu'il en donne.

- Concepts clés étudiés : division du travail, société marchande, valeur d'échange, prix réel, prix nominal, travail commandé, prix naturel, taux de profit, prix de marché.

Comme les physiocrates, Smith croit en un « ordre naturel » et est favorable au « laissez-faire ». Que Smith et non Quesnay soit généralement considéré comme le père de la science économique s'explique par deux traits de son œuvre. En premier lieu, elle embrasse l'ensemble

[bb.pages.article.menu.tree](#)



Théorie des sentiments moraux (1759), où la « sympathie » est le moteur des relations humaines, à l'analyse du mécanisme économique dans la *Richesse des nations* (1776), où la « main invisible » du marché gouverne la recherche du bien commun.

En second lieu, Smith met au centre de son analyse économique l'échange et non la production. Certes, les classes sociales qui composent l'ordre naturel traduisent des positions différentes dans le processus de travail. Mais chaque individu est un sujet marchand, et c'est l'échange qui est le lien social. Cette « société commerçante » ne repose pas sur la catégorie particulière des marchands, auxquels Smith reproche de ne rechercher que les monopoles conférés par l'État. C'est chaque individu qui, en achetant et en vendant les biens ou le travail en vue de son intérêt, contribue à l'harmonie sociale. Le succès de Smith depuis plus de deux siècles tient à ce qu'il a ouvert la voie au libéralisme économique comme fondement de la société. La position de Smith sur le laissez-faire est en fait plus complexe que celle qui lui est imputée par les auteurs libéraux^[1], et il s'inscrit dans la même perspective de conseil au Prince que son contemporain James Steuart (1713-1780) dont il critique les positions mercantilistes.

Adam Smith naquit en 1723 à Kirkcaldy, en Écosse. Fils d'un contrôleur des douanes, il fut diplômé de l'université de Glasgow et, après un séjour à Oxford, il revint s'établir en Écosse pour y donner des cours publics sur la morale et la philosophie, inspirés de David Hume (1711-1776). Sa réputation le fit recruter comme professeur à l'université de Glasgow en 1751, et il publia en 1759 *The Theory of Moral Sentiments* (*Théorie des sentiments moraux*). Il démissionna de son poste pour devenir le tuteur du fils d'un noble écossais, qu'il accompagna pendant trois ans en France, où il rencontra entre autres Voltaire, Rousseau et Turgot. Il fut surtout influencé par François Quesnay, le chef de l'école des physiocrates (cf. *supra* le chapitre 2), et il se consacra après son retour en Écosse à l'étude de l'économie politique. Son chef-d'œuvre parut en 1776 : *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of*

On se limitera ici aux sept premiers chapitres du livre I de la *Richesse des nations*^[2], en en suivant l'ordre d'exposition. On abordera ainsi successivement la division du travail et l'échange, la théorie de la valeur-travail commandé, la théorie (inachevée) du prix naturel et du profit, et les ambiguïtés du marché.

Section 1. La division du travail et l'échange

1. Les « choses nécessaires à la vie »

Le point de départ de Smith est la définition de la *richesse*. Elle est en apparence triviale : la richesse est constituée de « toutes les choses nécessaires et commodes à la vie » (p. 65). Elle manifeste pourtant une différence essentielle par rapport aux conceptions antérieures. Contre les mercantilistes, pour qui la richesse est monétaire, Smith affirme qu'elle est *réelle*. Contre les physiocrates, pour qui la richesse est foncière, il souligne qu'elle est *produite*. Toute « enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations » part donc de la question suivante : d'où vient la production des biens que consomment les individus dans une nation donnée ? Et il répond : du *travail* :

« *Le travail annuel* d'une nation est le fonds primitif qui fournit à sa consommation annuelle toutes les choses nécessaires et commodes à la vie ; et ces choses sont toujours, ou le produit immédiat de ce travail, ou achetées des autres nations avec ce produit »

(p. 65).

S'interroger sur les moyens d'augmenter la richesse, c'est du même coup rechercher les « causes qui ont perfectionné les facultés productives du travail » (début du titre du livre I). Le travail devient plus productif à mesure qu'il est plus *divisé*, c'est-à-dire que chacun se consacre à une tâche pour laquelle il dispose d'un talent particulier :

« Les plus grandes améliorations dans la puissance productive du travail. et la

L'exemple que donne Smith est devenu traditionnel : c'est celui de la fabrique d'épingles. Un ouvrier, accomplissant seul toutes les opérations de fabrication des épingles, en produirait peut-être une dans toute la journée ; si ces opérations sont réparties entre dix ouvriers, leur production quotidienne se montera à quarante-huit mille épingles, soit quatre mille huit cents par ouvrier. La division du travail permet ainsi d'augmenter de façon considérable la quantité de biens que peut produire un nombre donné de travailleurs.

Il convient à présent de rechercher d'où vient que les sociétés humaines connaissent cette division du travail. Le « principe qui donne lieu » à celle-ci est selon Smith *l'échange* :

« Cette *division du travail*, de laquelle découlent tant d'avantages, ne doit pas être regardée dans son origine comme l'effet d'une sagesse humaine qui ait prévu et qui ait eu pour but cette opulence générale qui en est le résultat ; elle est la conséquence nécessaire, quoique lente et graduelle, d'un certain penchant naturel à tous les hommes, qui ne se proposent pas des vues d'utilité aussi étendues : c'est le penchant qui les porte à trafiquer, à faire des trocs et des échanges d'une chose pour une autre »

(p. 81).

Ce penchant pour l'échange est particulier aux hommes : « On n'a jamais vu de chien faire de propos délibéré l'échange d'un os avec un autre chien » (p. 81). Et il s'explique non par leur moralité mais par leur *intérêt* :

« C'est ce que fait celui qui propose à un autre un marché quelconque ; le sens de sa proposition est ceci : *Donnez-moi ce dont j'ai besoin, et vous aurez de moi ce dont vous avez besoin vous-même* ; et la plus grande partie de ces bons offices qui nous sont nécessaires s'obtiennent de cette façon. Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière ou du boulanger, que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous

La division du travail n'existe donc que parce que l'échange tisse entre les hommes des relations où ils trouvent leur intérêt.

2. Une « société commerçante »

L'échange est ainsi à l'origine à la fois du bonheur des individus et de l'opulence des nations ; de sorte que c'est l'étendue du marché qui détermine le développement de ce bonheur et de cette opulence :

« Puisque c'est la faculté d'échanger qui donne lieu à la *division du travail*, l'accroissement de cette division doit par conséquent toujours être limité par l'étendue de la faculté d'échanger ou, en d'autres termes, par l'étendue du *marché*. Si le marché est très petit, personne ne sera encouragé à s'adonner entièrement à une seule occupation, faute de pouvoir trouver à échanger tout le surplus du produit de son travail qui excédera sa propre consommation, contre un pareil surplus du produit du travail d'autrui qu'il voudrait se procurer »
(p. 85).

Les « nations civilisées et en progrès » (à la différence des « nations sauvages qui vivent de la chasse et de la pêche ») ne le sont donc que parce qu'elles sont fondées sur l'échange : chacune devient une « société commerçante » tandis que « chaque homme subsiste d'échanges ou devient une espèce de marchand » (p. 91).

L'extension de l'échange passe d'ailleurs par des perfectionnements techniques dans son fonctionnement, dont le principal est l'introduction de la *monnaie*. Celle-ci permet en effet d'éviter le troc direct entre marchandises, qui suppose que chaque producteur ait besoin de la marchandise produite par l'autre (ce que Jevons appellera un siècle plus tard la « double coïncidence des besoins »). La monnaie n'a donc pas d'autre rôle que de faciliter des échanges qui ont pour véritable nature d'être un système de troc généralisé.

Analyser la société, c'est ainsi pour l'économie politique expliquer le fonctionnement de l'échange, c'est à dire déterminer la valeur d'échange des

ou contre de l'argent. Ces règles déterminent ce qu'on peut appeler la *valeur relative* ou *échangeable* des marchandises »

(p. 96).

On ne va donc plus considérer les biens du point de vue des besoins qu'ils satisfont (et donc les hommes en tant qu'ils ont un rapport aux biens dans la consommation) mais de la capacité qu'ils ont de s'échanger (et donc les hommes en tant qu'ils entrent en relation les uns avec les autres par l'intermédiaire des marchandises).

La théorie de la société s'identifie alors avec la théorie de l'économie de marché. C'est donc l'économiste (celui qui analyse les rapports d'échange d'un point de vue positif) et non plus le philosophe (celui qui analyse les rapports sociaux d'un point de vue normatif) qui devient par excellence le théoricien de la société. Avec Smith, l'économie politique ne confirme pas seulement son autonomie par rapport à la philosophie ; elle prétend la remplacer. Par ailleurs, la vraie cause de la richesse des nations n'est pas la production (qui n'en est que la cause immédiate) mais l'échange. L'enrichissement de la collectivité est donc attendu de l'accroissement de l'extension du marché, dans toutes les sphères et dans tous les lieux où cela est possible. Là se trouve le véritable fondement du *libéralisme économique*, comme on le verra plus loin.

3. Une théorie réelle de l'économie de marché

Dans ce qu'elle a d'essentiel, la théorie économique peut faire abstraction de la monnaie. Celle-ci n'est qu'un intermédiaire des échanges, et son usage n'affecte pas les principes qui règlent la valeur d'échange des marchandises. Ainsi se trouve justifiée une *approche réelle*, qui dominera toute la pensée économique jusqu'à Keynes, plus d'un siècle et demi après la *Richesse des nations*.

Ce point mérite d'être souligné. L'approche « réelle » constitue une rupture avec l'approche « monétaire » des mercantilistes, mais elle n'apparaît pas avec Smith. On peut ainsi lire chez David Hume :

[bb.pages.article.menu.tree](#)



l'échange des marchandises entre elles. Ce n'est pas l'un des rouages du négoce, mais l'huile qui rend le mouvement des rouages plus facile et doux »

(Hume, 1752, p. 33).

Cette conception *instrumentale* de la monnaie est le corollaire d'une vision *libérale* de la société où le marché joue le rôle de régulateur. Elle conduit à disqualifier le prince de tout rôle de coordination entre les agents privés, puisque ceux-ci sont tous marchands, naturellement liés entre eux dans cette « société commerçante ». Elle réduit ainsi la monnaie à un simple voile qui habille les échanges et qu'il convient d'écartier pour analyser la réalité des phénomènes économiques. Toute tentative étatique de gestion active de la monnaie est dès lors jugée menaçante pour l'harmonie sociale, que les lois de la concurrence sont censées engendrer spontanément (*cf. infra* la « main invisible »).

La conception instrumentale de la monnaie qui caractérise l'approche réelle est illustrée par la façon d'en écrire l'histoire, ce dont témoigne Smith dans le chapitre IV de la *Richesse des nations*, intitulé « De l'origine et de l'usage de la monnaie ». Le trait dominant en est la *dématérialisation* progressive de l'instrument monétaire, comprise comme une suite d'innovations dans la technologie des échanges permettant de rendre ceux-ci « plus faciles et doux ». Les étapes de cette histoire idéale voient ainsi les hommes utiliser successivement comme monnaie l'objet le plus courant dans la communauté (le bétail chez des éleveurs ou du poisson séché chez des pêcheurs), un métal quelconque (tel que le fer), un métal précieux en masse, les pièces d'or et d'argent, le certificat d'or, le billet de banque. Les progrès dans la technique monétaire se mesurent à la capacité du nouvel instrument de surmonter les « embarras » impliqués par les anciens, mais l'organisation du système monétaire n'affecte pas la détermination des valeurs d'échange : dans la citation *supra* de la page 96 de la *Richesse des nations*, les « règles que les hommes observent naturellement » dans l'échange sont supposées les mêmes quand ils les observent « en échangeant les marchandises l'une contre l'autre, ou contre de

la *Richesse des nations*, elle est un point sensible de l'opposition entre les approches monétaire et réelle, et le demeurera par la suite, comme en témoigne la genèse de la théorie monétaire de l'intérêt chez Keynes (*cf. infra* le chapitre 7). Selon Smith, un prêt ne porte qu'en apparence sur la *monnaie*, qui n'est en fait, comme dans l'échange marchand, qu'un instrument ; il concerne en réalité du *capital* :

« De cette manière, on peut regarder un capital prêté à intérêt comme une délégation, faite par le prêteur à l'emprunteur, d'une portion quelconque du produit annuel [...]. Quoique l'argent, soit papier, soit espèces, serve en général d'instrument de délégation, [...] il n'en est pas moins tout à fait distinct de la chose qu'on délègue par ce moyen »

(p. 442).

La conséquence principale est que les facteurs monétaires – tels que la quantité de monnaie en circulation – n'ont aucune influence sur le taux d'intérêt. Sur ce point, Smith critique John Locke (1632-1704), John Law (1671-1729), et Montesquieu (1689-1755)^[3] :

« MM. Locke, Law et Montesquieu, ainsi que plusieurs autres écrivains, paraissent s'être imaginé que l'augmentation survenue dans la quantité de l'or et de l'argent, en conséquence de la découverte des Indes occidentales espagnoles, était la vraie cause qui avait fait baisser le taux de l'intérêt dans la majeure partie de l'Europe. [...] Cette idée, qui semble tout à fait plausible au premier coup d'œil, a été si bien approfondie par M. Hume, qu'il est peut-être superflu d'en rien dire. Cependant un raisonnement très court et très simple peut servir encore à faire voir plus clairement l'erreur qui semble avoir fait illusion à ces écrivains »

(p. 443).

Ce « raisonnement » est en fait la conséquence d'un présupposé : un changement dans la valeur de la monnaie n'a pas d'effet sur la valeur réelle des revenus, parmi

I de la *Richesse des nations*, et un plaidoyer dans le livre II pour une monnaie de papier permettant d'économiser sur le capital circulant^[4].

Section 2. La théorie de la valeur-travail commandé

1. La richesse comme pouvoir sur le travail d'autrui

Analyser la marchandise du point de vue de sa *valeur d'échange* ne signifie pas nécessairement ignorer le besoin qu'elle satisfait dans la consommation, c'est-à-dire sa *valeur d'usage*. La théorie marginaliste, qui s'imposera dans la science économique un siècle après Smith, établira précisément le lien entre ces deux valeurs, et il ne manque pas d'auteurs, tels qu'Étienne de Condillac (1714-1780) et Ferdinando Galiani (1728-1787), pour le souligner. Smith insiste pourtant sur le fait qu'il n'y a aucun rapport entre les valeurs d'usage et d'échange, ni dans un sens ni dans l'autre. C'est ce qu'il illustre par le paradoxe de l'eau et du diamant :

« Il faut observer que le mot valeur a deux significations différentes : quelquefois il signifie l'utilité d'un objet particulier, et quelquefois il signifie la faculté que donne la possession de cet objet d'acheter d'autres marchandises. On peut appeler l'une *valeur en usage* et l'autre *valeur en échange*. Des choses qui ont la plus grande valeur en usage n'ont souvent que peu ou point de valeur en échange ; et, au contraire, celles qui ont la plus grande valeur en échange n'ont souvent que peu ou point de valeur en usage. Il n'y a rien de plus utile que l'eau, mais elle ne peut presque rien acheter ; à peine y a-t-il moyen de rien avoir en échange. Un diamant, au contraire, n'a presque aucune valeur quant à l'usage, mais on trouvera fréquemment à l'échanger contre une très grande quantité d'autres marchandises »

(p. 96-97).

Contrairement à ce que soutiendront les marginalistes, ce paradoxe n'a pas pour

[bb.pages.article.menu.tree](#)



caractéristique, qui permet aussi de distinguer une nation d'une autre, est ce qu'on appellera sa *richesse*. En vertu de ce qui a été vu de la relation entre la division du travail et l'échange, cette richesse consiste, à travers la capacité d'acheter des marchandises produites par d'autres, à *acheter* en fait leur travail ou, comme le dit Smith, à le *commander* :

« Un homme est riche ou pauvre, suivant les moyens qu'il a de se procurer les besoins, les commodités et les agréments de la vie. Mais la division une fois établie dans toutes les branches du travail, il n'y a qu'une partie extrêmement petite de toutes ces choses qu'un homme puisse obtenir directement par son travail ; c'est du travail d'autrui qu'il lui faut attendre la plus grande partie de toutes ces jouissances ; ainsi il sera riche ou pauvre, selon la quantité de travail qu'il pourra commander ou qu'il sera en état d'acheter »

(p. 99).

Ceci constitue une véritable révolution dans la manière de concevoir la *richesse*, c'est-à-dire la *position économique des individus*. La richesse est à la fois *concrète* (puisque c'est un pouvoir d'achat sur les choses) et *générale* (puisque c'est un pouvoir sur tous les autres hommes). Réciproquement, c'est aussi une révolution dans la conception du *pouvoir*, c'est-à-dire la *position politique des individus*. Le pouvoir ne prend pas n'importe quelle forme dans cette société : il a nécessairement une expression marchande :

« *Richesse* c'est *pouvoir*, a dit Hobbes ; mais celui qui acquiert une grande fortune ou qui l'a reçue par héritage n'acquiert par là nécessairement aucun pouvoir politique, soit civil, soit militaire. Peut-être sa fortune pourra-t-elle lui fournir les moyens d'acquérir l'un ou l'autre de ces pouvoirs, mais la simple possession de cette fortune ne les lui transmet pas nécessairement. Le genre de pouvoir que cette possession lui transmet immédiatement ou directement, c'est le pouvoir d'acheter ; c'est un droit de commandement sur tout le travail d'autrui, ou sur tout le produit de ce travail existant alors au marché. Sa fortune

(p. 100).

Richesse et *pouvoir* s'identifient donc pour Smith, et ils n'existent ainsi confondus qu'en tant qu'ils se manifestent dans *l'échange*. La détermination de la valeur d'échange des marchandises n'a donc rien d'une question technique du type : pourquoi le prix de tel bien a-t-il augmenté ? C'est la seule manière cohérente de répondre à la question : quels sont les rapports entre les hommes dans la société ? :

« La *valeur échangeable* d'une chose quelconque doit nécessairement toujours être précisément égale à la quantité de cette sorte de pouvoir qu'elle transmet à celui qui la possède »

(p. 100).

Il faut souligner que la théorie de la valeur d'échange est ainsi la théorie de *toute* société, puisque l'échange est un « penchant » éternel et universel des hommes. L'économie politique, conçue comme science de la valeur d'échange, devient ainsi avec Smith la théorie générale de la société.

Le principe qui fonde la valeur d'échange d'une marchandise s'en déduit immédiatement ; c'est le *travail commandé* :

« Ainsi la *valeur* d'une denrée quelconque pour celui qui la possède, et qui n'entend pas en user ou la consommer lui-même, mais qui a l'intention de l'échanger pour autre chose, est égale à la quantité de *travail* que cette denrée le met en état d'acheter ou de commander »

(p. 99).

Quelques précisions, au moins négatives, sont ici nécessaires. Cette théorie de la valeur-travail commandé ne repose pas sur l'hypothèse selon laquelle le travail est le seul « facteur de production », pour reprendre une notion développée par les marginalistes. En effet :

– Smith observe bien que le travail est le « fonds primitif » de la production. mais

[bb.pages.article.menu.tree](#)



« Aussi la majeure partie du peuple entend bien mieux ce qu'on veut dire par telle quantité d'une certaine denrée, que par telle quantité de travail. La première est un objet simple et palpable ; l'autre est une notion abstraite, qu'on peut bien rendre assez intelligible, mais qui n'est d'ailleurs ni aussi commune ni aussi évidente »

(p. 101)

– le travail qui fonde la valeur d'échange d'une marchandise n'est pas celui qui sert à la produire, mais celui qu'elle commande sur le marché. Et on verra qu'il en diffère *quantitativement*.

2. La mesure de la valeur d'échange

À ce point se présente une difficulté, qu'on retrouvera chez Ricardo (*cf. infra* le chapitre 4) : la question de la *mesure* de la valeur d'échange. Quand on considère les marchandises dans l'échange, la seule chose qui importe est de rendre compte de leurs valeurs d'échange. Certes, il est bon de savoir que celles-ci leur viennent du travail qu'elles commandent (et non, par exemple, de leur utilité). Mais rien n'impose apparemment de recourir à cette « notion abstraite » pour mesurer ces valeurs, alors que la mesure habituelle en est la *monnaie*. La pratique des échanges affiche des *prix monétaires*, et la monnaie semble donc la mesure adéquate de la valeur d'échange.

La question de la détermination de celle-ci paraît donc se présenter sous la forme : quelles sont les circonstances qui font qu'une marchandise vaut plus ou moins de monnaie ? Cette question n'est pas, on l'a dit, une question technique ; elle tire son importance de ce que la valeur d'échange est l'expression économique des individus dans la société. Puisque celle-ci prend par là la forme d'un *nombre*, on doit en rendre compte avec la rigueur et la précision de toute mesure quantitative. On sait que si l'on veut mesurer une distance, on doit disposer d'une unité (par exemple le mètre) dont la longueur soit définie et invariable ; de même, si l'on veut appréhender quantitativement la société, il faut une mesure définie et invariable

valeur d'échange. La question devient alors : existe-t-il une marchandise dont la valeur d'échange soit assez définie et invariable pour servir d'*étalon* aux autres valeurs d'échange ? La monnaie ne peut, selon Smith, remplir ce rôle. Il considère en effet qu'elle est nécessairement une marchandise produite – en l'occurrence l'or ou l'argent-métal – ou déterminée par elle en cas d'émission de billets de banque convertibles. Comme toutes les autres marchandises plus communes, sa valeur est donc variable, comme le montre l'observation historique :

« Cependant l'or et l'argent, comme toute autre marchandise, varient dans leur valeur ; ils sont tantôt plus chers et tantôt à meilleur marché ; ils sont quelquefois plus faciles à acheter, quelquefois plus difficiles. La quantité de travail que peut acheter ou commander une certaine quantité de ces métaux, ou bien la quantité d'autres marchandises qu'elle peut obtenir en échange, dépend toujours de la fécondité ou de la stérilité des mines exploitées dans le temps où se font ces échanges »

(p. 101-102).

Si donc on exprime la valeur d'échange d'une marchandise en termes monétaires, on ne saura jamais si la variation de ce *prix nominal* reflète un changement affectant la valeur de cette marchandise ou celle de la monnaie ; c'est comme si on mesurait une distance à l'aide d'un pied de longueur variable.

Le travail constitue par contre une telle mesure invariable, en raison de ses caractéristiques particulières :

« Des quantités égales de travail doivent être, dans tous les temps et dans tous les lieux, d'une valeur égale pour le travailleur. Dans son état habituel de santé, de force et d'activité, et d'après le degré ordinaire d'habileté ou de dextérité qu'il peut avoir, il faut toujours qu'il sacrifie la même portion de son repos, de sa liberté, de son bonheur. Quelle que soit la quantité de denrées qu'il reçoive en récompense de son travail, le prix qu'il paye est toujours le même. Ce prix, à la

Cette constance de la valeur du travail, tandis que celles des autres marchandises sont sujettes à variations, en fait leur seule mesure rigoureuse ; la détermination de la valeur d'échange de la marchandise concerne donc ce que Smith appelle son *prix réel*, et non son prix monétaire (ou nominal) :

« Ainsi le travail, ne variant jamais dans sa valeur propre, est la seule mesure réelle et définitive qui puisse servir, dans tous les temps et dans tous les lieux, à apprécier et à comparer la valeur de toutes les marchandises. Il est leur *prix réel*, l'argent n'est que leur *prix nominal* »

(p. 102).

3. La détermination de la valeur d'échange

Une fois précisé dans quelle unité il faut la *mesurer*, on peut rechercher ce qui *détermine* la valeur d'échange d'une marchandise. Cela revient à poser la question : pourquoi une marchandise commande-t-elle plus et une autre moins de travail ?

Imaginons une « nation sauvage qui vit de la chasse et de la pêche », ou selon une autre expression de Smith, une société dans son « état rude et primitif ». On posera que, dans une telle société, le travailleur obtient l'*intégralité* de ce qu'il produit. Ainsi, un chasseur de daims mettra une journée pour en tuer deux et, à la fin de cette journée, il disposera entièrement du produit de sa chasse. S'il vend ces daims à un autre individu, celui-ci se procurera par là même le produit d'une journée de travail de notre chasseur et donc la commandera, moyennant la fourniture d'un bien qu'il a mis lui-même une journée à produire (par exemple un castor). L'échange de deux daims contre un castor traduit simplement le fait que la mesure de la valeur d'échange des uns comme de l'autre est une journée de travail. On peut remarquer que, dans ce cas, la valeur d'échange d'une marchandise (= la quantité de travail qu'elle commande, ici une journée) est *égale* à la quantité de travail qu'il faut pour la produire, qu'on appellera le travail *incorporé* dans la marchandise :

« Dans cet état de choses, le produit du travail appartient tout entier au

(p. 118).

On peut donc écrire : valeur de 2 daims = valeur d'1 castor = 1 journée de travail (commandé et incorporé).

Supposons à présent que certains individus « accumulent des capitaux », c'est-à-dire disposent des « subsistances et matériaux » nécessaires à la production, tandis que d'autres en sont privés. Les premiers font ainsi *l'avance* aux seconds de ce qui leur est nécessaire pendant leur travail, et en deviennent ainsi du même coup les maîtres, puisque se crée un lien de dépendance. Par exemple, un maître fait au chasseur de daims l'avance de la nourriture qu'il consommera pendant la durée de la chasse. À la fin de la journée, le chasseur devra restituer une quantité de nourriture équivalente, ce qui *reconstituera* l'avance de son maître ; mais, en plus, celui-ci réclamera une partie du produit comme *rémunération* de cette avance. Admettons qu'il réclame ainsi un des deux daims tués ; il ne restera alors au chasseur qu'un seul daim, qu'il vendra sur le marché. En l'obtenant, son acquéreur commandera, comme dans la première situation, une journée de travail (mais celle-ci mesure à présent la valeur d'un daim, et non plus de deux) ; et pourtant, si l'on regarde le temps qu'il a fallu pour le produire, on constate qu'il n'est que d'une demi-journée (puisque le chasseur tue deux daims en une journée) :

« Dans cet état de choses, le produit du travail n'appartient pas toujours tout entier à l'ouvrier. Il faut, le plus souvent, que celui-ci le partage avec le *propriétaire du capital* qui le fait travailler. Ce n'est plus alors la quantité de travail communément dépensée pour acquérir ou pour produire une marchandise, qui est la seule circonstance sur laquelle on doit régler la quantité de travail que cette marchandise pourra communément acheter, commander ou obtenir en échange. Il est clair qu'il sera encore dû une quantité additionnelle pour le profit du capital qui a avancé les salaires de ce travail et qui en a fourni les matériaux »

(p. 119).

- la valeur d'échange du daim a doublé entre la première et la seconde situation, car le profit du maître doit à présent être ajouté à la rémunération du travailleur ; symétriquement, le profit est donc une « déduction » sur la valeur du produit du travail ;
- la quantité de travail commandé par un daim, qui détermine sa valeur d'échange, est à présent supérieure à la quantité de travail incorporé dans sa production, et cette différence est égale au profit.

Dès qu'apparaît la propriété privée du sol, notre chasseur ne dépend plus seulement d'un maître qui lui avance « les subsistances et matériaux », mais aussi du propriétaire de la terre sur laquelle il chasse. Il verra alors s'opérer sur son produit « une seconde déduction » que le propriétaire exigera comme *rente*.

Cette situation est celle qu'on rencontre dans les « nations civilisées et en progrès », depuis qu'ont été introduites l'appropriation privée des terres et l'accumulation des capitaux. À une différence près : le produit n'est plus partagé *en nature* entre le travailleur, le maître capitaliste et le propriétaire foncier ; c'est *son prix* qui est réparti entre le travailleur (sous la forme du prix du travail : *le salaire*), le capitaliste (sous la forme de la rémunération du capital : *le profit*) et le propriétaire (sous la forme du loyer de la terre : *la rente*). Le prix réel p_i d'une unité de la marchandise i , mesuré en travail commandé, est ainsi égal à la somme du salaire (W_i), du profit (Π_i), et de la rente (R_i), versés à l'occasion de sa production :

$$p_i = W_i + \Pi_i + R_i \quad (1)$$

C'est ce que conclut Smith :

« Dans toute société, le prix de chaque marchandise se résout définitivement en quelqu'une de ces trois parties ou en toutes trois, et dans les sociétés civilisées, ces parties entrent toutes trois, plus ou moins, dans le prix de la plupart des marchandises, comme parties constituantes de ce prix »

(p. 120).

On peut s'étonner à ce stade de ne pas évoquer deux notions que l'analyse économique moderne, à la suite de Léon Walras et Alfred Marshall, a mises en avant dans la théorie du prix : l'offre et la demande. S'agit-il, comme on l'en accuse à propos du paradoxe de l'eau et du diamant, d'un oubli, qui témoignerait du caractère rudimentaire de la théorie de Smith ^[5] ? Il n'en est rien. Smith s'intéresse aux lois fondamentales du fonctionnement de l'économie de marché, et non aux circonstances qui affectent les marchés particuliers. Pour qu'une marchandise soit présente au marché, il faut qu'elle soit produite, et donc que les différentes classes qui tirent un revenu de cette production obtiennent dans les conditions normales le revenu qu'elles en attendent. À défaut, la production de la marchandise disparaîtrait, et avec elle l'échange et donc le prix. Smith appelle ces conditions normales « l'état naturel » de la société, qui se caractérise par un « taux moyen ou ordinaire » auquel on rémunère habituellement le travail, le capital ou la propriété foncière. Le *prix naturel* de la marchandise est ainsi l'addition du salaire, du profit et de la rente payés à leurs *taux naturels* ; c'est le prix qui doit être payé pour que la marchandise soit produite :

« La marchandise est alors vendue précisément ce qu'elle vaut ou ce qu'elle coûte réellement à celui qui la porte au marché »

(p. 125).

Le prix auquel la marchandise est effectivement vendue – que Smith appelle *prix de marché* – peut s'écarter du prix naturel ; il tend néanmoins à y être nécessairement ramené par la concurrence :

« Le *prix naturel* est donc, pour ainsi dire, le point central vers lequel gravitent continuellement les prix de toutes les marchandises. Différentes circonstances accidentelles peuvent quelquefois les tenir un certain temps élevés au-dessus, et quelquefois les forcer à descendre un peu au-dessous de ce prix. Mais, quels que soient les obstacles qui les empêchent de se fixer dans ce centre de repos et de permanence, ils ne tendent pas moins constamment vers lui »

demande ont une influence, et non sur le prix naturel. Il en découle deux conséquences :

- c'est l'analyse en termes d'état naturel, caractéristique de la compréhension qu'a Smith (et après lui l'école classique) de l'économie de marché, qui explique l'absence de l'offre et de la demande à ce stade du raisonnement ;
- une théorie de l'offre et de la demande est nécessaire pour expliquer comment la concurrence assure la « gravitation » des prix de marché autour des prix naturels. Ces notions sont donc présentes chez Smith (et dans l'école classique), mais à un autre stade du raisonnement (*cf. infra*)^[6].

Nous pouvons à présent revenir à l'analyse du prix naturel, et donc passer à la théorie de la répartition des revenus, qui s'identifie pour l'essentiel à une théorie du profit. C'est là que se manifeste l'inachèvement de la théorie de Smith, qui appelle un dépassement opéré par David Ricardo.

Section 3. Une théorie inachevée du prix naturel et du profit

1. La division de la société en classes sociales

On peut étudier chaque revenu de deux points de vue : en tant qu'il entre comme « partie constituante » dans le prix d'une marchandise donnée ; en tant qu'il échoit à un individu particulier. Or le prix de la totalité du produit de la société est par définition égal à la somme des prix de toutes les marchandises, et donc de leurs parties constituantes. Ainsi, au niveau de la société tout entière, les revenus individuels d'un même type (salaire, profit ou rente) sont rassemblés effectivement en catégories homogènes, ce qui donne un caractère commun à ceux qui les touchent :

« La masse totale du produit annuel de la terre et du travail d'un pays, ou, ce qui revient au même, la somme totale du prix de ce produit annuel, se divise

classes primitives et constituantes de toute société civilisée, du revenu desquelles toute autre classe tire en dernier résultat le sien »

(p. 334).

On peut faire là-dessus trois observations :

a. Au lien social que crée l'échange entre les hommes pris individuellement s'en superpose un autre, entre les classes d'individus ayant en commun un mode défini de perception de leur revenu. Chaque homme appartient ainsi de deux manières à la société : dans l'échange (en tant qu'individu) et dans la répartition (en tant que membre d'une classe). La détermination du prix de la marchandise par ses parties constituantes n'est rien d'autre que la théorie d'une *société de classes fondée sur l'échange*.

b. Les classes sociales ont des intérêts *divergents*, puisque leurs rapports expriment le partage du produit de la société. Ainsi, par exemple :

« Les ouvriers désirent gagner le plus possible ; les maîtres, donner le moins qu'ils peuvent ; les premiers sont disposés à se concerter pour élever les salaires, les seconds pour les abaisser »

(p. 137).

Mais cette opposition entre les classes n'a rien de circonstanciel : on la rencontre dans toutes les « sociétés civilisées » puisque celles-ci connaissent l'accumulation des capitaux et la propriété privée des terres. Elle acquiert un caractère « naturel » une fois que l'homme s'est dégagé de « l'état rude et primitif ». Cette idée disparaîtra à la fois chez Marx (pour qui l'opposition entre ces classes ne caractérise pas toute « société civilisée » mais le capitalisme) et chez les auteurs marginalistes (pour qui la société n'est pas divisée en classes antagoniques, tous les individus ayant un statut identique).

c. La distinction entre capitalistes et salariés est clairement reconnue par Smith, et la relation antagonique entre ces deux classes est même – en raison du caractère

la rente qui « constituent » le prix d'une marchandise. Il faut d'abord observer que ces revenus sont mesurés, comme tout prix, par la quantité de travail que chacun d'eux peut acheter ou commander.

2. Le traitement du salaire et de la rente

2.1 Le salaire

Dans l'équation (1), le montant W_i des salaires payés pour la production d'une unité de la marchandise i est par définition égal au produit de la quantité l_i de travail incorporé par le taux de salaire naturel w (uniforme dans l'économie) :

$$W_i = l_i w \quad (2)$$

Il faut donc déterminer le taux de salaire naturel. C'est chose aisée si l'on se rappelle qu'il est mesuré, comme tous les prix, en quantité de travail commandé. Le taux de salaire est en effet le prix réel d'une unité de travail, par exemple une journée ; cela signifie qu'avec ce salaire on peut acheter ou commander une unité de travail. Le taux de salaire est ainsi par définition égal à un. En effet, on a vu que pour Smith le prix d'un bien possédé par un individu est par définition égal à la quantité de travail d'autrui contre laquelle s'échange une unité de ce bien. Le prix d'une heure de travail que possède un travailleur et qu'il souhaite vendre (c'est-à-dire le taux de salaire horaire) est donc égal à la quantité de travail d'autrui contre laquelle il peut l'échanger. Puisqu'une heure de travail s'échange contre une heure de travail, le taux de salaire w est donc égal à un. Ce truisme suffit à déterminer le taux de salaire, sans qu'une quelconque hypothèse soit nécessaire sur la manière dont il est *dépendé*. Cela n'enlève rien à l'idée de Smith selon laquelle ce salaire doit permettre au travailleur d'assurer sa subsistance et celle de sa famille :

« Il faut de toute nécessité qu'un homme vive de son travail, et que son salaire suffise au moins à sa subsistance ; il faut même quelque chose de plus dans la plupart des circonstances, autrement il serait impossible au travailleur d'élever

Cependant cette observation concerne non la détermination du salaire, mais celle du prix des biens de subsistance, comme le prouve la citation déjà faite *supra* :

« Ce prix [du travail], à la vérité, peut acheter tantôt une plus grande, tantôt une moindre quantité de ces denrées, mais c'est la valeur de celle ci qui varie, et non celle du travail qui les achète »

(p. 102).

Le taux de salaire naturel mesuré en travail commandé est donc donné par :

$$W = 1 \quad (3)$$

On a ainsi, d'après (2) et (3) :

$$W_i = 1_i \quad (4)$$

C'est un résultat auquel avait déjà conduit l'exemple du chasseur salarié : après avoir fourni une journée de travail qui est incorporée dans la marchandise produite (ici deux daims), il perçoit une valeur égale à une journée de travail (la valeur d'un daim). Cette première « partie constituante » du prix de toute marchandise est donc déterminée, pourvu qu'on connaisse la quantité de travail qu'il faut pour la produire.

2.2 La rente

Elle a bien aussi un taux naturel, mais il n'est pas susceptible d'une détermination économique. C'est en effet un *prix de monopole*, celui de la terre, qui dépend uniquement du rapport de forces entre le propriétaire foncier et le fermier capitaliste. L'état de ce rapport de forces dépend lui-même surtout du niveau du prix des produits agricoles. C'est d'ailleurs pourquoi cette indétermination de la rente n'a pas de conséquence dommageable pour la théorie du prix, puisqu'elle est un *effet*, et non une *cause* de celui-ci :

« Il faut donc observer que la rente entre dans la composition du prix des

marché, payer des salaires et des profits élevés ou bas ; mais c'est parce que son prix est élevé ou bas, c'est parce qu'il est ou beaucoup, ou très peu plus, ou pas du tout plus élevé que ce qui suffit pour payer ces salaires et ces profits, que cette denrée fournit de quoi payer une forte ou une faible rente, ou ne permet pas d'en acquitter une »

(p. 223).

Cette position est difficile à comprendre, car de deux choses l'une : soit la rente est une « partie constituante » du prix de la marchandise, et il faut dans l'équation (1) connaître R_i pour pouvoir calculer p_i ; soit la rente est un effet du prix et R_i n'entre pas dans cette équation. Ce dilemme sera résolu par Ricardo avec la théorie de la « rente différentielle », qui suit le second terme de cette alternative ; la rente est alors nulle sur la terre où se détermine le prix naturel, et positive sur les terres plus fertiles, où la quantité de travail l_i (et donc W_i) est plus faible.

Malgré cette ambiguïté, le résultat est analytiquement le même : que R_i entre dans (1) avec une valeur positive paramétrique (car déterminée de façon exogène) ou nulle (car différentielle), cet élément du prix naturel est supposé connu. Pour simplifier, on supposera par la suite $R_i = 0$, en renvoyant *infra* au chapitre 4 pour les conséquences de cette hypothèse.

Les problèmes posés par la détermination du salaire et de la rente étant résolus, la détermination du prix naturel dépend à présent entièrement de celle du *profit*. *La théorie de la valeur d'échange exige chez Smith une théorie du profit.*

3. La spécificité du profit

La mise à jour d'une correspondance entre un revenu (le profit) et une classe sociale (les capitalistes) ne suffit pas ; si l'on veut fonder celle-ci sur celui-là, il faut rendre compte analytiquement de la *spécificité* de ce revenu par rapport à ceux des autres classes. Cette spécificité apparaît d'abord en négatif :

[bb.pages.article.menu.tree](#)



direction. Ils sont cependant d'une nature absolument différente des salaires ; ils se règlent sur des principes entièrement différents, et ne sont nullement en rapport avec la quantité et la nature de ce prétendu travail d'inspection et de direction »

(p. 118).

– le profit se distingue de la rente en ce qu'il *n'est pas* un revenu *de monopole*, sans rapport avec la production. La rente est un revenu de monopole car les terres sont limitées (on ne peut pas les produire) ; la propriété exclusive des terres ouvre donc droit à ce revenu. En revanche, le capital n'est pas limité : on peut le produire avec du travail. La concurrence s'exerce donc entre les propriétaires du capital (les capitalistes) pour l'obtention du profit (l'intensification de cette concurrence sera d'ailleurs pour Smith la cause de la baisse du taux de profit à long terme).

La spécificité du profit apparaît ensuite positivement, à travers deux caractères : le profit est le revenu d'un capital avancé, et il est proportionnel à la grandeur de ce capital :

« Ainsi la valeur que les ouvriers ajoutent à la matière se résout alors en deux parties, dont l'une paye leurs salaires, et l'autre les profits que fait l'entrepreneur sur la somme des fonds qui lui ont servi à avancer ces salaires et la matière à travailler. Il n'aurait pas d'intérêt à employer ces ouvriers, s'il n'attendait pas de la vente de leur ouvrage quelque chose de plus que le remplacement de son capital, et il n'aurait pas d'intérêt à employer un grand capital plutôt qu'un petit, si ses profits n'étaient pas en rapport avec l'étendue du capital employé. [...] [Les profits] se règlent en entier sur la valeur du capital employé, et ils sont plus ou moins forts, à proportion de l'étendue de ce capital »

(p. 118).

Si k_i est le capital avancé dans la production d'une unité de i , et r le taux de profit naturel, le montant Π_i de profit requis dans cette production s'écrit :

$$\Pi_i = k_i r$$

(5)

bb.pages.article.menu.tree



profit. Celui-ci est donc la forme générale qu'y prend le produit net, découvert par les physiocrates dans la seule agriculture ;

– la spécificité du profit se manifeste dans l'existence d'un *taux de profit*, défini comme le rapport du produit net en valeur à la valeur des moyens de production et des subsistances avancés aux travailleurs. Ce nombre (ou plutôt ce rapport) mesure la capacité qu'a chaque capital d'obtenir une rémunération, et il est donc l'expression économique de la position du capitaliste dans la société.

Nous connaissons à présent la nature du profit, et nous savons qu'il faut l'appréhender par son taux. Il reste à déterminer son niveau « naturel » ; et c'est justement cette détermination qui fait problème.

4. L'indétermination du profit

On peut repartir des deux observations corollaires sur l'*origine* et la *condition d'existence* du profit :

- le profit est une « déduction » sur la valeur du produit du travail. Bien que rapporté au capital, il a donc pour origine le travail^[7] ;
- il n'existe qu'à la condition que la quantité de travail commandé par les marchandises produites (= leur valeur d'échange) soit supérieure à la quantité de travail qu'elles incorporent (= qu'il a fallu pour les produire) ; dans notre exemple, la première est pour un daim d'une journée, et la seconde d'une demi-journée. Ce qui s'écrit :

$$\Pi_i = p_i - l_i \quad (6)$$

Cela entraîne une conséquence très importante : par le paiement au travailleur d'un salaire égal à la valeur d'un daim, le capitaliste achète (commande) une journée de travail ; mais la marchandise qu'obtient ainsi le travailleur quand il dépense son salaire n'incorpore qu'une demi-journée de travail ; tout se passe donc comme si le travailleur échangeait une journée contre (le produit d') une demi-journée de travail, ou, pour le dire autrement : *une partie* (ici la moitié) *du travail qu'il fournit*

rapports de force entre les travailleurs et les capitalistes. Il n'en est rien : ce qui fonde le profit, c'est un *échange*, même s'il est particulier. Cet échange met en présence le capitaliste, qui dispose des marchandises nécessaires à la production (et d'abord les moyens de subsistance), et le travailleur, qui en est privé et ne peut vendre que son travail. L'origine historique d'une telle distribution des rôles, pas plus que la manière dont elle est reproduite, ne sont analysées par Smith. L'essentiel est que le profit soit fondé dans un échange particulier, entre le travail et les biens de subsistance^[8].

On voit donc qu'il y a deux niveaux d'appréhension du profit chez Smith :

- quant à *sa définition*, comme revenu proportionnel au capital avancé ;
- quant à *sa détermination*, comme revenu d'un capital engagé dans l'emploi de travail salarié.

Si cette définition du profit est caractéristique de l'économie politique classique (on la retrouvera chez Ricardo), c'est cette manière d'en rechercher la détermination qui pose problème. Elle condamne même la démarche de Smith à l'échec, en conduisant à l'indétermination du profit. On peut s'en apercevoir en reformulant l'équation (1) du prix naturel. On suppose comme Smith (ce qui lui sera reproché par Marx dans les *Théories sur la plus-value*) que le capital k_i avancé dans la production d'une unité de i est égal au montant des salaires payés W_i . En vertu de (4), on a donc :

$$k_i = l_i \quad (7)$$

Puisque, par hypothèse, $R_i = 0$, l'équation (1) se réécrit, en vertu de (5) :

$$p_i = l_i (1 + r) \quad (8)$$

Par ailleurs, d'après les équations (5) et (7), l'équation (6) devient :

$$r = (p_i - l_i) / l_i \quad (9)$$

Mais on est alors confronté à une circularité du raisonnement. En effet :

– puisque le profit est égal à la différence entre la quantité de travail commandé par la marchandise et la quantité de travail incorporé, la détermination du taux de profit suppose connu le prix naturel (équation (9)).

Les deux équations (8) et (9) sont bien sûr compatibles, puisque ce sont deux formulations de la même équation. Mais dans la première, la causalité va du taux de profit au prix naturel, et dans la seconde du prix naturel au taux de profit. Cette circularité ne doit d'ailleurs pas étonner : c'est la conséquence logique de la théorie de la valeur-travail commandé. Celle-ci considère en effet le prix d'une marchandise dans l'échange en général (avec n'importe quelle autre marchandise) à travers son prix dans un échange particulier (avec le travail). La détermination de ce prix renvoie ainsi nécessairement à celle d'un autre prix. En renvoyant d'un échange à un autre, c'est-à-dire en s'enfermant dans l'échange, Smith ne peut que tourner en rond. L'indétermination du profit, c'est-à-dire du revenu qui a pour condition cet échange marchandises-travail, en est la conséquence.

La conclusion n'est pas cependant aussi négative qu'il y paraît. Avec la notion de prix naturel, mesuré en quantité de travail commandé, on dispose en effet d'un outil adapté à la représentation d'une société de classes fondée sur l'échange. C'est l'impossibilité de déterminer ce prix qui empêche, pour l'instant, de considérer cette représentation de la société comme une théorie logiquement cohérente. Mais, en même temps, on pressent les deux voies dans lesquelles une telle détermination peut être recherchée :

- soit on s'efforce de déterminer directement le prix en sortant de l'échange, en faisant appel au caractère de la marchandise dans la production ; le profit est alors déduit de la connaissance du prix ;
- soit on s'efforce de déterminer directement le taux de profit, également dans la production ; le prix est alors déduit de la connaissance de cette « partie constituante ».

Ces deux voies sont les deux faces de la démarche qu'on trouvera chez Ricardo.

Par son ouvrage, Smith s'efforce de démontrer, non seulement que l'échange est la source du bien-être des individus et de la richesse des nations, mais aussi qu'il atteint cette fin *de lui-même*. Autrement dit, en laissant les individus libres d'orienter leurs activités selon leur intérêt propre, on assure *nécessairement* l'intérêt de la société tout entière. C'est la célèbre parabole de la « main invisible » :

« Par conséquent, puisque chaque individu tâche, le plus qu'il peut : 1) d'employer son capital à faire valoir l'industrie nationale ; et 2) de diriger cette industrie de manière à lui faire produire la plus grande valeur possible ; chaque individu travaille nécessairement à rendre aussi grand que possible le revenu annuel de la société. À la vérité, son intention en général n'est pas en cela de servir l'intérêt public, et il ne sait même pas jusqu'à quel point il peut être utile à la société. En préférant le succès de l'industrie nationale à celui de l'industrie étrangère, il ne pense qu'à se donner personnellement une plus grande sûreté ; et en dirigeant cette industrie de manière que son produit ait le plus de valeur possible, il ne pense qu'à son propre gain ; en cela, comme dans beaucoup d'autres cas, il est conduit par une main invisible à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions ; et ce n'est pas toujours ce qu'il y a de plus mal pour la société, que cette fin n'entre pour rien dans ses intentions. Tout en ne cherchant que son intérêt personnel, il travaille souvent d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société, que s'il avait réellement pour but d'y travailler »

(tome II, p. 42-43).

Qu'il y ait une telle « main invisible » est doublement important. D'une part il y a main : l'échange oriente les activités individuelles d'une manière efficace (on ne peut faire mieux) et juste (tous y ont intérêt) ; d'autre part, elle est invisible : l'échange respecte la liberté des individus et, bien plus, il l'utilise pour favoriser le bien commun. On trouve là l'origine de l'idée que *la société marchande capitaliste* est la société de liberté par excellence, et, pour cette raison, la société d'efficacité

« Quant à la question de savoir quelle est l'espèce d'industrie nationale que son capital peut mettre en œuvre, et de laquelle le produit promet de valoir davantage, il est évident que chaque individu, dans sa position particulière, est beaucoup mieux à même d'en juger qu'aucun homme d'État ou législateur ne pourra le faire pour lui. L'homme d'État qui chercherait à diriger les particuliers dans la route qu'ils ont à tenir pour l'emploi de leurs capitaux, non seulement s'embarrasserait du soin le plus inutile, mais encore il s'arrogerait une autorité qu'il ne serait pas sage de confier, je ne dis pas à un individu, mais à un conseil ou à un sénat, quel qu'il pût être »

(tome II, p. 43).

On trouve là les trois refrains du credo anti-étatique en économie : l'État est *inutile* (puisque la « main invisible » du marché réalise d'elle-même l'allocation des ressources), *nuisible* (puisque son intervention éloigne nécessairement de la situation la meilleure créée par le marché), et *d'autant plus nuisible qu'il est efficace* (car cette distance sera d'autant plus grande que l'État intervient avec ses propres critères).

Bien que cette image de la « main invisible » n'apparaisse que dans le livre IV de la *Richesse des nations*, consacré principalement à la critique du mercantilisme, elle est implicite dès le livre I, dans l'analyse de la « gravitation » des prix de marché autour des prix naturels (chapitre vii). Les prix naturels expriment en effet économiquement la cohérence sociale, c'est-à-dire la capacité des différentes classes à obtenir une rémunération au taux naturel. Les prix de marché sont par ailleurs le résultat immédiat des actes libres des individus. La « gravitation » des prix de marché autour des prix naturels signifie alors que la liberté individuelle conduit à la cohérence sociale. La démonstration de cela suppose qu'il existe un mécanisme par lequel cette gravitation est réalisée. L'existence d'un tel mécanisme repose sur deux conditions : une théorie de la détermination des prix de marché, et une théorie du processus d'ajustement de ces prix de marché aux prix naturels^[9].

[bb.pages.article.menu.tree](#)



« Le *prix de marché* de chaque marchandise particulière est déterminé par la proportion entre la quantité de cette marchandise existant actuellement au marché, et les demandes de ceux qui sont disposés à en payer le *prix naturel* ou la valeur entière des fermages, profits et salaires qu'il faut payer pour l'attirer au marché. On peut les appeler *demandeurs effectifs*, et leur demande, *demande effective*, puisqu'elle suffit pour attirer effectivement la marchandise au marché. Elle diffère de la *demande absolue*. Un homme pauvre peut bien, dans un certain sens, faire la demande d'un carrosse à six chevaux, c'est-à-dire qu'il voudrait l'avoir ; mais sa demande n'est pas une demande *effective*, capable de faire jamais arriver cette marchandise au marché pour la satisfaire »

(p. 126).

La demande « effective » dont parle Smith n'a rien à voir avec une relation fonctionnelle entre la quantité demandée et le prix sur le marché, telle qu'elle exprime un comportement individuel dans la théorie marginaliste (*cf. infra* le chapitre 6). C'est une demande *au prix naturel*, c'est-à-dire un pouvoir d'achat qui, s'il est dépensé sur le marché de i , incitera les producteurs à fournir une quantité déterminée x_i de i , puisque le prix qu'ils en tireront par unité vendue est le prix naturel p_i (qui, par définition, dégage un profit au taux naturel). Ce pouvoir d'achat $x_i p_i$ est déterminé préalablement au marché, et correspond aux conditions « naturelles » de fonctionnement de l'économie. Mais, dans une économie de marché, les producteurs ignorent quelle est la quantité de i dans la situation naturelle, et ils décident en aveugle de la quantité q_i qu'ils produisent et amènent au marché. Le jour du marché, cette offre est confrontée à la demande effective et est *intégralement* écoulee à un prix de marché p_{mi} . En accord avec la citation *supra* (« la proportion... »), le prix de marché obéit donc à la formule suivante :

$$p_{mi} = (x_i p_i) / q_i \quad (10)$$

Cette règle de détermination du prix de marché est déjà présente chez un auteur antérieur, Richard Cantillon (1697-1734). Celui-ci oppose deux modes d'organisation

marchandises dont ils ont besoin » (*ibid.*, p. 7). Le premier présente de nombreux « inconvénients » ; en particulier « il serait presque impossible de fixer le prix des denrées et des marchandises dans les villages, entre ces marchands et les villageois » (*ibid.*, p. 6). Cette impossibilité du troc est un constat que refera Léon Walras près d'un siècle et demi plus tard, dans son analyse des « arbitrages » (*cf. infra* le chapitre 6). Le second mode d'organisation (le marché), par contre, permet la détermination d'un prix :

« Les prix s'y fixent par la proportion des denrées qu'on y expose en vente et de l'argent qu'on y offre pour les acheter ; cela se passe dans la même place, sous les yeux de tous les villageois de différents villages, et des marchands ou entrepreneurs du bourg. Lorsque le prix a été déterminé avec quelques-uns, les autres suivent sans difficulté, et l'on constate ainsi le prix du marché de ce jour-là. Le paysan retourne dans son village et reprend son travail » (*ibid.*, p. 7).

Selon Benetti et Cartelier (1998), cette « règle de Cantillon-Smith » donne un contenu spécifiquement « classique » à la relation entre l'offre et la demande, et elle peut même être étendue à l'analyse de la formation des prix monétaires chez Marx (*cf. infra* le chapitre 5). On observera cependant que Cantillon fait explicitement référence à une demande *monétaire* (« l'argent pour les acheter »), alors qu'il subsiste une ambiguïté chez Smith : certes la demande n'est « effective » que si un pouvoir d'achat est présent au marché, mais c'est une demande au prix naturel, dont on a vu qu'il est *réel*.

3. Le processus d'ajustement des prix de marché aux prix naturels

Chez Smith, il repose sur la mobilité du capital, des branches où le taux de profit est inférieur au taux naturel vers celles où il lui est égal ou supérieur. En effet, à l'issue du jour de marché, le producteur de *i* constate le taux de profit qu'il a réalisé, et le

qu'il est raisonnable de supposer puisqu'il est « naturel »), cela signifie (équation (10)) que le prix de marché p_{mi} augmentera, et avec lui le taux de profit réalisé sur le marché de i .

Symétriquement, si le taux de profit sur le marché de j , le dimanche initial, est apparu supérieur au taux de profit naturel, des capitaux sont attirés dans la production de j , et par conséquent la quantité offerte q_j le dimanche suivant augmentera, entraînant p_{mj} à la baisse, ainsi que le taux de profit du marché. Intuitivement, on pressent que, de dimanche en dimanche, les taux de profit sur les différents marchés se rapprocheront entre eux et du taux de profit naturel, et donc que les quantités apportées au marché se rapprocheront des quantités naturelles (quand elles leur sont égales, les prix de marché sont en vertu de (10) égaux aux prix naturels). Mais cette stabilité du processus d'ajustement requiert des conditions précises qu'il est difficile d'établir (*cf.* Benetti, 1981), surtout si, comme cela semble le cas chez Smith, les prix naturels ne restent pas fixes au long du processus (r peut être supposé inchangé, mais les l_i varient avec les quantités produites).

De plus, le déroulement du processus d'ajustement ainsi décrit suppose que les capitalistes connaissent le taux de profit naturel afin d'y comparer leur propre taux de profit de marché. Cette information nécessaire introduit dans le fonctionnement du marché un élément de centralisation, contradictoire avec l'image de la « main invisible »^[10]. Bien que Smith soit généralement considéré comme le premier apôtre du libéralisme économique, il faut constater qu'on ne peut y trouver de fondements théoriques rigoureusement établis de cette doctrine.

L'essentiel

Adam Smith est responsable de plusieurs innovations théoriques qui le font généralement considérer comme le véritable fondateur de l'économie politique. Il assigne à celle-ci l'analyse de la société marchande, puisque c'est l'étendue du marché qui est la cause ultime de la richesse des nations. Le prix en est le concept

[bb.pages.article.menu.tree](#)



propriétaires fonciers) ; elle dépend au premier chef du niveau du taux de profit naturel. Mais Smith ne parvient pas à sortir de la relation circulaire entre ces deux concepts essentiels de l'économie politique classique, et ce problème sera repris par Ricardo. Son analyse du fonctionnement du marché (la « main invisible ») souffre également de certaines ambiguïtés, qui fragilisent la doctrine libérale qui s'est depuis référée à elle.

Date de mise en ligne : 11/05/2020

Domaines



Sciences Humaines et Sociales



Sciences, Techniques et Médecine



Droit et Administration



CAIRN.INFO

Cairn.info, plateforme de référence pour les publications scientifiques francophones, vise à favoriser la découverte d'une recherche de qualité tout en cultivant l'indépendance et la diversité des acteurs de l'écosystème du savoir.

Raccourcis

Revue

Ouvrages

Que sais-je ? / Repères

Magazines

Rencontres

Dossiers

Listes de lectures

Domaines

Sciences Humaines et Sociales

Sciences, Techniques et Médecine

Droit et Administration

[bb.pages.article.menu.tree](#)



Aide

Retrouvez Cairn.info sur

[Conditions d'utilisation](#) | [Conditions de vente](#) | [Politique de confidentialité](#) | [Gestion des cookies](#) |
[Accessibilité : partiellement conforme](#)

[Accès institutions](#)

Université de Toulouse - 193.50.45.221

bb.pages.article.menu.tree

